

Municipalité
de la Commune de Bourg-en-Lavaux
Case postale 112
1096 Cully

Personne de contact : Eva Tortelli
T 021 316 74 21
E eva.tortelli@vd.ch
N/réf. 135476 - ETI

Lausanne, le 29 février 2024

**Commune de Bourg-en-Lavaux
Plan directeur communal
Examen préalable**

Monsieur le Syndic, Madame et Messieurs les Municipaux,

Veuillez trouver ci-dessous l'examen préalable du plan directeur communal.

HISTORIQUE DU DOSSIER

Étape	Date	Documents
Réception du dossier pour examen préalable	04.04.2023	Plan directeur communal
Examen préalable	Ce jour	Préavis des services cantonaux

COMPOSITION DU DOSSIER SOUMIS POUR EXAMEN PREALABLE

Documents	Date
Plan directeur communal	04.04.2023

PRÉSENTATION DU PROJET

Le présent projet est le premier plan directeur communal de la commune de Bourg-en-Lavaux à la suite de la fusion des communes de Cully, Epesses, Grandvaux, Riex et Villette. Il revêtira pour la Commune une importance fondamentale dans la gestion durable de la nouvelle commune de Bourg-en-Lavaux. Construit sur l'organisation et les atouts du territoire existants, il est conçu comme une feuille de route de l'action communale pour les 15 à 20 prochaines années.

AVIS

Le tableau ci-dessous représente une vision synthétique de la prise en compte des principales thématiques de la planification. Les services responsables de ces thématiques sont également relevés dans le tableau.

Pour chaque thématique et sur la base des préavis détaillés des services cantonaux consultés et de notre appréciation, le dossier a été classé selon trois catégories.

La définition de chaque catégorie est la suivante :

- **Conforme** : le traitement de la thématique répond au cadre légal.
- **Non conforme** : le traitement de la thématique ne répond pas au cadre légal :
 - **A transcrire** : Les modifications nécessaires sont clairement identifiées par les demandes des services cantonaux.
 - **A analyser** : Les modifications nécessaires impliquent une analyse / étude complémentaire dont les résultats ne sont pas encore clairement connus.

Le présent examen préalable est unique. Les préavis des services contiennent tous les éléments permettant à la Commune de modifier son projet afin de le rendre conforme à la loi et au plan directeur cantonal.

Thématiques		Conforme	Non conforme A transcrire	Non conforme A analyser
Principes d'aménagement	Stabilité des plans	DGTL-DAM		
Principes d'aménagement	Fiches sectorielles		DGTL-DAM	
Principes d'aménagement	Information et participation	DGTL-DAM		
Equipements	Constructions scolaires	DGEO, SEPS		
Equipements	Gestion des déchets	DGE-GEODE /GD		
Affectation	Zone d'activités			DGTL-DIP
Affectation	Installations publiques			DGTL-DAM
Mobilité	Routes		DGMR-VOYER. DGMR-FS	
Mobilité	Limitation de vitesse		DGMR-P	
Mobilité	Trafic		DGMR-P	
Mobilité	Réseaux cyclables et piétonniers		DGMR-P	
Mobilité	Transports publics		DGMR-P	
Mobilité	Stationnement		DGMR-P	
Patrimoine culturel	Archéologie		DGIP-ARCHE	
Patrimoine culturel	Monuments et sites bâtis	DGIP-MS		
Patrimoine naturel	Stratégie territoriale		DGE-BIODIV	
Patrimoine naturel	Diagnostic territorial			DGE-BIODIV
Patrimoine naturel	Fiches sectorielles	DGE-BIODIV		
Patrimoine naturel	Forêt			DGE-FORET
Patrimoine naturel	Eaux souterraines		DGE-GEODE / HG	
Patrimoine naturel	Eaux	DGE-EAU/EH		

Protection de l'homme et de l'environnement	Protection civile	SSCM-PCI		
Protection de l'homme et de l'environnement	Mesures énergétiques		DGE-DIREN	
Protection de l'homme et de l'environnement	Risque d'accident majeur		DGE-ARC	
Protection de l'homme et de l'environnement	Sols	DGE-GEODE/Sols		
Protection de l'homme et de l'environnement	Dangers naturels			DGE-GEODE/DN, ECA
Protection de l'homme et de l'environnement	Sites pollués	DGE-AI		
Maintien des sources d'approvisionnement	Agriculture		DGAV-DAGRI	
Maintien des sources d'approvisionnement	Viticulture	DGAV-OCVP		

La Commune doit également prendre en compte les demandes d'adaptation de forme des services.

PESÉE DES INTÉRÊTS

Après analyse des différents préavis des services, il apparaît qu'ils ne contiennent pas d'aspect contradictoire.

SUITE DE LA PROCÉDURE

Au vu du traitement non conforme de certaines thématiques nous estimons que le projet n'est, en l'état, pas compatible avec le cadre légal.


Les thématiques concernées peuvent être mises en conformité en suivant les demandes des services. Si vous souhaitez poursuivre la procédure sans modification, nous proposerons au Conseil d'Etat de ne pas approuver cette planification.

Lorsque le projet aura été adapté en suivant les demandes des services cantonaux, la Municipalité devra soumettre le plan directeur ainsi que le présent examen préalable à une consultation publique pendant trente jours au moins selon l'article 12 du règlement du 22 août 2018 sur l'aménagement du territoire (RLAT ; BLV 700.11.2). Ensuite, elle établira et rendra public un rapport de consultation conformément à l'article 17, alinéa 5 de la loi du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC ; BLV 700.11).

Le présent examen préalable repose sur les bases légales applicables. Nous réservons notre avis sur les adaptations du projet qui découleraient d'une évolution du cadre légal.

Tout droit du Conseil d'Etat pour l'approbation demeure expressément réservé.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Syndic, Madame et Messieurs les Municipaux, nos meilleures salutations.



Yves Noirjean
directeur de l'aménagement



Eva Tortelli
urbaniste

Annexes

ment.

Préavis de la Commission consultative du Lavaux du 5 juillet 2023

Préavis OFROU du 16 juin 2023

Copie

Services cantonaux consultés

Bureau GEA

PRÉAVIS DES SERVICES CANTONAUX - COMMUNE DE BOURG-EN-LAVAU, PLAN DIRECTEUR COMMUNAL, 135476

EXAMEN PRÉALABLE

DIRECTION GÉNÉRALE DU TERRITOIRE ET DU LOGEMENT (DGTL)

1. DGTL - DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT (DGTL-DAM)

Répondante : Eva Tortelli

T : 021 316 74 21

M : eva.tortelli@vd.ch

1.1 COORDINATION ENTRE DOCUMENTS : NON CONFORME, À TRANSCRIRE

1.1.1 Fiche A : Bourg, villages et hameaux

Dans certains cas, les modifications de zone prévues dans le projet de PACom ne semblent pas toujours coordonnées de manière précise avec les indications figurant sur les illustrations de la fiche A, comme à Lallex ou sur la parcelle 9068 à la Villette. Or les deux documents doivent être strictement coordonnés.

Demande :

- Vérifier et corriger les périmètres indiqués afin que la cohérence entre les documents soit assurée.

1.2 ZONES POUR PETITES ENTITÉS URBANISÉES 18 LAT

Les secteurs du Tronchet et de la Tuilière sont actuellement colloqués en zone agricole. A ce titre, ils sont soumis aux dispositions légales relatives à la zone agricole qui sont passablement restrictives.

Le secteur du Tronchet ne remplit à priori pas les critères de la mesure C22 du plan directeur cantonal (PDCn) et ne pourra pas être affecté en zone pour petites entités urbanisées 18 LAT.

Or la fiche évoque la possibilité de « changer l'affectation de certains bâtiments » et d'autoriser « des activités autres que l'agriculture ».

Demandes :

- Compléter la dernière phrase du 3^e alinéa comme suit : « (...) est indispensable de permettre la réhabilitation et la rénovation et d'examiner les possibilités d'un changement d'affectation de certains bâtiments dans les limites du cadre légal en vigueur ».

- Compléter la dernière phrase du sous-chapitre consacré au secteur le Tronchet comme suit : « (...) dans le respect des qualités architecturales, tout en examinant la possibilité d'autoriser des activités autres que l'agriculture dans les limites du cadre légal en vigueur ».

1.3 ZONE D'INTÉRÊT PUBLIC DE CHINCUZ

La parcelle n° 5096 est actuellement colloquée en zone agricole et est comprise dans l'inventaire cantonal des surfaces d'assolement (SDA). L'objectif communal est de l'affecter en zone affectée à des besoins publics. La DGTL relève que le secteur fait partie du territoire d'intérêt public et d'équipements collectifs défini dans la loi sur le plan de protection de Lavaux (LLavaux ; BLV 701.43). Toutefois, la DGTL attire votre attention sur le fait que créer une zone à bâtir à cet emplacement irait à l'encontre des principes de séparation de la zone à bâtir et de la zone de non bâtir, d'urbanisation vers l'intérieur du milieu bâti et de préservation des terres agricoles, et en particulier des surfaces d'assolement. Les déchetteries, locaux et surfaces pour la voirie et le service du feu devraient s'implanter en zone à bâtir 15 LAT, dans les réserves existantes. S'il est démontré qu'il n'existe pas suffisamment de réserves ou que ces dernières ne se prêtent absolument pas à ce type d'aménagement, la création d'une zone affectée à des besoins publics en contiguïté de la zone à bâtir existante peut alors être envisagée.

Demandes :

- Supprimer la fiche C du PDCom.

2. DGTL - DIRECTION DES PROJETS TERRITORIAUX (DGTL-DIP/AF) – AMÉLIORATIONS FONCIÈRES

Répondant : Denis Leroy

T : 021 316 64 42

M : denis.leroy@vd.ch

Date du préavis : 08.06.2023

La DGTL-DIP/AF n'a pas de remarque à formuler.

3. DGTL - DIRECTION DES PROJETS TERRITORIAUX (DGTL-DIP) - SITES ET PROJETS STRATÉGIQUES (DGTL-SPS) ET UNITÉ ÉCONOMIE RÉGIONALE DU SERVICE DE LA PROMOTION DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION (SPEI-UER)

Répondantes : Pascale Pacozzi (DGTL-SPS) – Sophie Logean (SPEI-UER)

T : 021 316 74 18 - 021 316 62 66

M : pascale.pacozzi@vd.ch – sophie.logean@vd.ch

Date du préavis : 19.06.2023

3.1 SYSTÈME DE GESTION DES ZONES D'ACTIVITÉS : NON CONFORME, À ANALYSER

3.1.1 Dimensionnement et affectation des zones d'activités

Le projet de PDR de la commune de Bourg-en-Lavaux ne mentionne pas et ne documente pas la reconversion de la seule zone d'activités de la commune en zone mixte et n'assure pas le maintien d'une part d'activités répondant aux besoins identifiés par la Stratégie régionale de gestion des zones d'activités (SRGZA).

Cully constitue un centre régional inscrit au PDCn. Selon l'étude cantonale « Stratégie de gestion des zones d'activités, étude de base » (2016), la région de Lavaux-Oron montre un sous-dimensionnement des zones d'activités à l'horizon 2030.

Ceci est confirmé par le diagnostic de la SRGZA de Lavaux-Oron. L'actuelle zone d'activités est inscrite au bilan des réserves du système cantonal de gestion des zones d'activités (SGZA) en tant que secteur bâti avec potentiel de densification.

La DIP-DGTL et le SPEI préavisent positivement le projet de PDCom de Bourg-en-Lavaux aux conditions suivantes :

- Le PDCom sera coordonné avec la SRGZA de Lavaux-Oron. La part d'activités de la zone mixte sera établie selon les besoins identifiés dans celle-ci.
- Le chapitre 2.2.2 sera complété par un argumentaire sur la reconversion en zone mixte de la seule zone d'activités de la commune, qui constitue une perte de potentiel d'accueil d'activités artisanales.
- Chapitre 3.3 Urbanisation et vie sociale : le principe directeur « Urbanisation et vie sociale - 3. Maintenir une mixité habitat-activités » sera complétés par une mesure sur le maintien voire le développement des activités artisanales.

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT (DGE)

4. DGE - DIRECTION DE L'ÉNERGIE (DGE-DIREN)

Répondante : Céline Pahud
T : 021 316 75 55
M : celine.pahud@vd.ch
Date du préavis : 10.07.2023

4.1 PLANIFICATION ÉNERGÉTIQUE : NON CONFORME, À TRANSCRIRE

4.1.1 Contexte :

Une étude de planification énergétique a été réalisée en 2020 pour le territoire communal. Il serait pertinent de retranscrire les secteurs énergétiques définis dans cette étude dans le PDCom sous forme de carte, en tenant compte des remarques de la DGE-DIREN.

En outre, les mesures « développer des solutions individuelles de chauffage, basées sur les gisements renouvelables locaux » et « créer un ou plusieurs réseaux de chauffage à distance (CAD) lorsque possible » devraient être appliquées sur les secteurs identifiés par la planification énergétique.

Demande :

- Préciser si le principe directeur 4.1 s'applique à tout le territoire ou à des quartiers spécifiques.

5. DGE - DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL, URBAIN ET RURAL (DGE-DIREV) - DIVISION AIR, CLIMAT ET RISQUES TECHNOLOGIQUES (DGE-ARC)

Répondante : Lise Castella
T : 021 316 43 61
M : lise.castella@vd.ch
Date du préavis : 23.06.2023

5.1 COORDINATION AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET PRÉVENTION DES ACCIDENTS MAJEURS : NON CONFORME, A TRANSCRIRE

La Commune de Bourg-en-Lavaux est traversée par l'autoroute A9 et la voie CFF du Simplon qui sont soumises à l'OPAM.

Conformément à l'art. 11a OPAM, la prévention des accidents majeurs doit être prise en compte dans les plans directeurs.

Demande :

- Compléter le chapitre 3.3 Urbanisation et vie sociale de la manière suivante :

1.5 Protéger la population contre les accidents majeurs

Actions

- Planifier les objets sensibles au sens de l'OPAM (EMS, écoles, crèches etc.) hors des périmètres de consultation OPAM ;
- Adapter les affectations et les densités de population dans les périmètres de consultation OPAM.

6. DGE - DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL, URBAIN ET RURAL, DIVISION PROTECTION DES EAUX, SECTION ASSAINISSEMENT URBAIN ET RURAL (DGE/DIREV/PRE/AUR)

Répondant : Simon Pérusse-Fortier

T : 021 316 75 39

M : simon.perusse-fortier@vd.ch

Date du préavis : 10.07.2023

La Division protection des eaux, Section assainissement urbain et rural, n'a pas de remarque à formuler.

7. DGE - DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL, URBAIN ET RURAL (DGE-DIREV) - ASSAINISSEMENT INDUSTRIEL (DGE-ASS/AI)

Répondante : Denise Bussien-Grosjean

T : 021 316 00 37

M : denise.bussien-grosjean@vd.ch

Date du préavis : 04.07.2023

La Section assainissement industriel n'a pas de remarque à formuler.

8. DGE - DIRECTION DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE NATURELS (DGE-DIRNA) - DIVISION GÉOLOGIE, SOLS ET DÉCHETS (DGE-GEODE) - DANGERS NATURELS (DGE-GEODE/DN)

Répondant : Nicolas Gendre

T : +41 21 316 47 94

M : nicolas.gendre@vd.ch

Date du préavis : 22.08.2023

8.1 DANGERS NATURELS : NON CONFORME, À ANALYSER

Demandes :

La DGE-DN ne peut se prononcer compte tenu du manque d'information concernant l'analyse des dangers naturels. Aucune mention de dangers naturels n'est présente dans le projet de PDCom. Etant donné que la commune de Bourg-en-Lavaux est particulièrement touchée par les dangers naturels, la DGE demande de considérer les éléments suivants :

- Décrire les différents aléas qui touchent la commune et les illustrer avec des extraits de cartes de danger. Décrire brièvement les problématiques que ces aléas peuvent engendrer ;
- Traiter la problématique du ruissellement en décrivant la situation sur le périmètre du PDCom en mettant le doigt sur les zones problématiques ;
- Citer les directives cantonales à utiliser dans les PACom :
 - Transcription des données relatives aux dangers naturels (DDN) dans l'aménagement du territoire (en zone à bâtir) du 18 juin 2014 ;
 - Standards & objectifs cantonaux de protection (SOP) du 30 octobre 2019. Pour rappel, cette directive permet d'évaluer le risque sur l'ensemble du territoire communal et de déterminer les secteurs en déficits de protection afin d'élaborer/prioriser les stratégies d'action. Cette directive est fondée sur les recommandations fédérales et doit être considérée en tout temps, notamment lors de la révision des plans d'affectation.

Note de la DGTL-DAM :

La DGTL-DAM relève que conformément aux dispositions légales en vigueur, les services cantonaux ne peuvent imposer le traitement d'une problématique dans les plans directeurs communaux. La Commune doit toutefois prendre en compte la problématique des dangers naturels dans la mesure où les objectifs et mesures prévus par le PDCom iraient à l'encontre de la problématique des dangers naturels.

9. DGE - DIRECTION DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE NATURELS (DGE-DIRNA) - DIVISION GÉOLOGIE, SOLS ET DÉCHETS (DGE-GEODE) - GESTION DES DÉCHETS (DGE-GEODE/GD)

Répondant : Philippe Veuve
T : 021 316 75 28
M : philippe.veuve@vd.ch
Date du préavis : 21.06.2023

La Division géologie, sols et déchets, Section Gestion des déchets n'a pas de remarque à formuler.

10. DGE - DIRECTION DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE NATURELS (DGE-DIRNA) - DIVISION GÉOLOGIE, SOLS ET DÉCHETS (DGE-GEODE) - PROTECTION DES SOLS (DGE-GEODE/SOLS)

Répondant : François Fullemann

T : +41 21 316 74 26
M : francois.fullemann@vd.ch
Date du préavis : 27.06.2023

10.1 PROTECTION DES SOLS : CONFORME.

La DGE-GEODE/Sols n'a pas de remarque à formuler à ce stade de la procédure de planification.

11. DGE - DIRECTION DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE NATURELS (DGE-DIRNA) - DIVISION GÉOLOGIE, SOLS ET DÉCHETS (DGE-GEODE) – EAUX SOUTERRAINES - (DGE-GEODE/HG)

Répondant : Thierry Lavanchy
T : 021 316 75 43
M : thierry.lavanchy@vd.ch
Date du préavis : 31.08.2023

1.1 EAUX SOUTERRAINES : NON CONFORME À TRANSCRIRE

Dans le thème « Paysages naturel, bâti et environnement », la protection des eaux souterraines n'est pas citée dans le rapport, alors qu'il s'agit d'un élément essentiel de la protection de l'environnement.

Demande :

- Il y a notamment lieu de préciser les conflits éventuels avec la protection des eaux souterraines, principalement la présence d'éléments à risque situés en zones de protection des eaux, ainsi que l'état qualitatif et quantitatif de la ressource en eaux souterraines au niveau communal. Compléter le rapport en mentionnant la fiche F44 du PDCn.

12. DGE - DIRECTION DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE NATURELS (DGE-DIRNA) - DIVISION RESSOURCES EN EAU ET ÉCONOMIE HYDRAULIQUE (DGE-EAU/EH)

Répondant : Gregory Sutter
T : 021 316 76 47
M : gregory.sutter@vd.ch
Date du préavis : 12.06.2023

La Division Ressources en eau et économie hydraulique n'a pas de remarque à formuler.

13. DGE - DIRECTION DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE NATURELS (DGE-DIRNA) - DIVISION BIODIVERSITÉ ET PAYSAGE (DGE-BIODIV)

Répondant : Nicolas Hausel

T : 021 557 86 46

M : nicolas.hausel@vd.ch

Date du préavis : 30.06.23

Le présent préavis se base sur le document du Plan directeur communal de la commune de Bourg-en-Lavaux du 4 avril 2023.

PATRIMOINE NATUREL

13.1 DIAGNOSTIC TERRITORIAL : NON CONFORME, A ANALYSER

13.1.1 Constats

Paysage naturel, bâti et environnement

La page 6 du PDCom se termine par le constat suivant : « *Ces paysages et ensemble bâtis forment un tout qui limite l'établissement d'une faune et flore indigène diversifiées en son cœur et est caractérisé par un entretien intensif des espaces végétalisés, non favorable à une biodiversité riche.* »

Il apparaît clairement que ce constat n'est pas fondé au vu des valeurs naturelles protégées existantes au cœur des tissus bâtis. Ceci démontre l'absence de diagnostic faune/nature dans le cadre de l'élaboration de ces documents d'aménagements. Le constat du paysage naturel et bâti devrait conclure à ce que la variété des paysages et des ensembles bâtis induit une diversité des problématiques nature et paysage à prendre en compte dans le cadre de l'aménagement du territoire communal

Ainsi, dans le but de définir les mesures nécessaires à la conservation des valeurs paysagères et des ensembles bâtis, un processus d'identification des valeurs naturelles protégées et des structures paysagères traditionnelles doit être élaboré dans le cadre de la planification territoriale.

Demande :

- Compléter et/ou modifier le constat sur le paysage naturel et bâti afin de relever les valeurs naturelles protégées présentes et les moyens de prendre en compte les problématiques liées à leur protection dans l'aménagement.

13.2 STRATÉGIE TERRITORIALE : NON CONFORME, A TRANSCRIRE

13.2.1 Enjeux généraux

Les enjeux généraux sont bien identifiés.

13.2.2 Paysages naturel, bâti et environnement

La carte à la page 12 ne mentionne pas la source et la nature des biotopes représentés. Des valeurs naturelles protégées sont potentiellement atteintes par la constructibilité restante. Une stratégie de compensation des milieux naturels doit être prévue à ce stade.

Demande :

- Mentionner les sources identifiant les biotopes représentés à la carte « Paysage naturel, bâti et environnement » de la page 12 et définir leur importance pour la préservation de la nature et du paysage.
- Mesures 1.3, compléter les actions par :
Pt. 1 : Identifier et sauvegarder les biotopes existants : ...
- Mesure 2.1, compléter les actions par :
Identifier et renforcer la protection des valeurs naturelles et paysagères à protéger sur les parcelles constructibles disponibles au sein du milieu bâti (bourgs et zones villas)
Etablir les conditions permettant de garantir une part des surfaces vertes pour des aménagements extérieurs améliorant la biodiversité et la qualité du paysage.

La DGE-BIODIV relève enfin que les problématiques nature et paysage liées à la déprise de l'entretien (prairies en friches, embroussaillage) des espaces naturels ne sont pas traitées. Le PDCom pourrait être complété par la volonté d'agir contre les facteurs de déprise de l'entretien des espaces naturels et leur influence sur le paysage et la préservation des milieux naturels.

13.3 FICHES SECTORIELLES : CONFORME

Les propositions d'aménagement présentées dans ce chapitre sont conformes aux exigences du guide 2012 « vers une identité paysagère et architecturale concertée ». Elles respectent les art. 1, 18 et 19 LLavaux et les principes de l'art. 5 OIFP ainsi que les objectifs de protection de la fiche de l'inventaire IFP 1202 Lavaux.

14. DGE - DIRECTION DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE NATURELS (DGE-DIRNA) - DIVISION INSPECTION CANTONALE DES FORÊTS (DGE-FORET)

Conservation des forêts
Répondant : Nathalie Grandjean
T : 021 316 61 54
M : nathalie.grandjean@vd.ch

Date du préavis : 07.08.2023

Sur la base du préavis de l'inspection des forêts d'arrondissement, la DGE-FORET se détermine comme suit :

14.1 PLANIFICATION DIRECTRICE : NON CONFORME, À ANALYSER

14.1.1 Fiches sectorielle C : zone d'intérêt public de Chincu

Le projet de création d'une zone d'utilité publique à Chincu devrait permettre d'accueillir une déchetterie ainsi que des locaux et surfaces pour la voirie et le service du feu.

Rapport, pages 33 et 34

L'affectation projetée de la zone se situe pour partie à moins de 10 mètres de l'aire forestière. Conformément aux articles 27 LVLFo et 26 RLVLFo (distance par rapport à la forêt), les constructions et installations sont interdites à moins de 10 mètres de l'aire forestière.

Demande :

- Préciser qu'aucune dérogation à l'interdiction de construire à moins de 10 mètres de la forêt ne sera délivrée.
- Une intention d'affectation d'une zone n'est en aucun cas une entrée en matière pour un éventuel recul de la lisière forestière
- La Commune est tenue de garantir la sécurité de son ouvrage liée à des chutes d'arbres ou de branches et ceci à ses frais. Les propriétaires forestiers voisins ne pourront être tenus pour responsables en cas d'accident.

Note de la DGTL-DAM :

Prendre en compte le préavis de la DGTL-DAM concernant la volonté communale de création de cette zone à bâtir.

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMMEUBLES ET DU PATRIMOINE (DGIP)

15. DGIP - DIVISION MONUMENTS ET SITES (DGIP-MS)

Répondante : Joy Guardado
T : 021 316 86 80
M : dap-planification@vd.ch
Date du préavis : 11.08.2023

La Division monuments et sites n'a pas de remarque à formuler.

16. DGIP - DIVISION ARCHÉOLOGIE CANTONALE (DGIP-ARCHE)

Répondante : Alice Vanetti

T : 021 316 7472

M : alice.vanetti@vd.ch

Date du préavis : 14.07.2023

16.1 PATRIMOINE CULTUREL - ARCHÉOLOGIE : NON CONFORME, À TRANSCRIRE

L'Archéologie Cantonale constate que la préservation du patrimoine culturel fait l'objet d'un principe directeur, d'une mesure et d'actions dans le plan directeur communal, mais que ces points omettent de citer le patrimoine archéologique.

Or, sur la commune de Bourg-en-Lavaux il y a treize régions archéologiques, dont le périmètre est disponible sur le guichet cartographique cantonal (www.geo.vd.ch, thème « patrimoine »). De ces régions découlent des opportunités de valorisation en termes de qualité historique et identitaire du territoire de Bourg-en-Lavaux, ainsi que des obligations à respecter (voir Loi sur la protection du patrimoine culturel immobilier LPrPCI) lors de la mise en place des autres objectifs stratégiques décrits dans le PDCom.

Demandes :

- Inclure des références au patrimoine archéologique lorsque on cite des domaines qui affèrent au Patrimoine culturel (référence à L'ISOS ou au recensement architectural, par exemple). Voici des possibilités :

16.1.1 *Paysage naturel, bâti, environnement*

- p. 12 : dans le plan, faire ressortir les régions archéologiques
- p. 13 « Principes directeurs »,
3. Assurer les qualités paysagères des noyaux villageois, 3.1 « Assurer la préservation [...] leurs abords », parmi les actions mentionner la nécessité de tenir compte également la protection assurée à ce patrimoine par les régions archéologiques (p. ex : bourg de Cully).

16.1.2 *Urbanisation et vie sociale*

- p. 15 « Principes directeurs ».
1. Urbaniser intelligemment [...] du territoire », 1.1 « évaluer les potentialités [...] patrimonial], ajouter « y compris archéologique ».
5. Préserver et valoriser les noyaux villageois, 5.1 « révéler [...] d'intérêt » ajouter un point qui explicite la nécessité prendre en compte et favoriser les opérations archéologiques en mesure de mettre au jour le caractère caché des villages

16.1.3 Fiches sectorielles

Fiche A

- p. 21 : Mentionner que le bourg de Cully est protégé par la région archéologique 143/302, ainsi que d'autres villages (Villette, Riex). Voir www.geo.vd.ch, thème « patrimoine » pour plus de précisions.

ETABLISSEMENT CANTONAL D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE ET LES ÉLÉMENTS NATURELS (ECA)

17. ECA - PRÉVENTION DES INCENDIES ET DES ÉLÉMENTS NATURELS

Répondante : Gloria Serva - 2012/D/0924-01

T : 058 721 22 47

M : prevention@eca-vaud.ch

Date du préavis : 03.07.2023

L'ECA renvoie au préavis de l'Unité des Dangers Naturels et n'a pas de remarque à formuler.

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DES AFFAIRES VÉTÉRINAIRES (DGAV)

18. DGAV - DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DES AMÉLIORATIONS FONCIÈRES (DGAV/DAGRI)

Répondant : Constant Pasquier

T: 021 557 92 75

M : constant.pasquier@vd.ch

Date du préavis : 02.08.2023

18.1 SURFACES AGRICOLES ET VITICOLES : NON CONFORME, À TRANSCRIRE

En l'absence d'une thématique agricole, le PDCom prévoit cependant la sensibilisation de la population à l'espace agricole (et forestier).

La DGAV-DAGRI prend note de diverses mesures « biodiversité ou paysagère » en lien ou en contact avec la zone agricole et notamment de « développer la création d'ourlets végétaux extensifs larges le long des lisières forestières, en contact avec la zone agricole ou à bâtir » ou « assurer des transitions paysagères douces entre espace bâti et non-bâti ».

Ce type de mesure, en lien avec des surface agricoles limitées, contribue à accroître significativement la pression sur les terres cultivables.

La DGAV demande :

- qu'une attention particulière soit portée sur cette thématique et que le rapport fasse état du fait que les surfaces cultivées puissent disposer de conditions favorables pour que l'agriculture dispose des outils adéquats permettant la pérennisation de cette activité.

En conclusion la DGAV-DAGRI préavise favorablement le présent projet sous réserve des remarques ci-dessus.

19. OFFICE CANTONAL DE LA VITICULTURE ET DE LA PROMOTION (SAGR/OCVP)

Répondant : Gilles Andrey
T : 021 557 91 83
M : gilles.andrey@vd.ch
Date du préavis : 06.09.2023

L'Office n'a pas de remarque à formuler.

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA MOBILITÉ ET DES ROUTES (DGMR)

20. DIRECTION GÉNÉRALE DE LA MOBILITÉ ET DES ROUTES (DGMR) - DIVISION PLANIFICATION (DGMR-VOYER)

Répondant : Mario Gheza, voyer arrondissement Est
T : 021 557 85 45
M : mario.gheza@vd.ch
Date du préavis : 19.06.2023

20.1 CHAPITRE MOBILITÉ : NON CONFORME, À TRANSCRIRE

Le chapitre mobilité du plan directeur (page 16 et 17 du fichier « 11052_PDCom_v14_exa_prea.pdf ») mentionne une volonté de mettre en zone 30 ou en zone de rencontre (20 km/h) plusieurs routes affectées à la circulation générale.

Ces dernières doivent suivre une procédure SCLV et CCC. Ces régimes de vitesse ne peuvent être traitées par cette consultation. Sur ce genre d'axes, seules des exceptions peuvent être admises dans le cas de zones 30.

Demande :

- La DGMR demande que les indications de vitesse indiquées dans le plan à la page 16 soient retirées. Les indications dans le rapport qui proposent de viser à un apaisement du trafic que ce soit par l'aménagement ou la limitation de vitesse sont suffisantes. Il en va de même pour les schémas décrits en pages 24 à 27 où la mention d'une zone de rencontre n'est pas applicable sur certains tronçons.
- Les aménagements routiers et les limitations de vitesse tiendront compte de la fonctionnalité des routes affectées à la circulation générale. Ils suivront les procédures requises.

21. DIVISIONS PLANIFICATION (DGMR-P) ET MANAGEMENT DES TRANSPORTS (DGMR-MT)

Répondante : Deborah Fabbo
T : 021 316 71 01
M : deborah.fabbo@vd.ch
Date du préavis : 13.07.23

21.1 LIAISONS TP : NON CONFORME, À TRANSCRIRE

21.1.1 Chapitre 2.2.3 Mobilité

Le paragraphe qui décrit les liaisons TP de la commune mentionne 4 gares, ainsi que deux bus postaux. Or, la commune est également reliée à Lausanne par la ligne 47 qui n'est pas mentionnée dans ce chapitre.

Demande :

- Mentionner également la ligne 47

21.2 PLAN PAGE 16 : NON CONFORME, À TRANSCRIRE

21.2.1 Remarques générales

Pour une meilleure lisibilité, la légende de la carte mériterait d'être organisée par catégorie.

La DGMR-P s'interroge également sur les chiffres présentés à gauche de la légende qui font apparemment référence aux mesures développées en page 17. La majeure partie est toutefois erronée (1.2 carrefours à réaménager sur la carte versus 1.1 réaménager les carrefours dans les actions en page 17, par exemple). La correspondance doit être revue et corrigée.

Demandes :

- Réorganiser la légende
- Corriger les chiffres à gauche de la légende

21.2.2 Réseaux cyclables

Le diagnostic territorial, p.9, fait état du fait que « les rives du lac ne sont aujourd'hui pas accessibles au public sur l'entier de la commune et mal connectées aux communes voisines ». Le plan ne représente aucun des itinéraires mobilité douce existants (SuisseMobile vélo ou piéton, itinéraires de randonnées pédestres, ...), ni les itinéraires cyclables de la stratégie cantonale de promotion du vélo. Or une partie de ces itinéraires se situe en bordure du lac.

L'ajout de ces éléments permet d'estimer l'ampleur de la mesure consistant à compléter le maillage du réseau de mobilité active, ce dernier devant se raccrocher à la fois au réseau existant et à celui planifié.

Demande :

- Ajouter les itinéraires SuisseMobile, VaudRando et de la stratégie cantonale cyclable.

21.2.3 Régimes de vitesse

A ce stade de la planification, la DGMR-P considère qu'aucune modification précise du régime des vitesses ne peut être signalée sur le plan. En effet, le changement de régime de vitesse doit, dans la majeure partie des cas, suivre une procédure adaptée. L'intention communale de faire évoluer le régime des vitesses peut toutefois être indiquée de manière symbolique (par exemple, en montrant les parties du territoire communal potentiellement concernées par des zones à régime spécial de circulation).

Demande :

- Retirer les mentions des régimes de vitesse ou les remplacer par une mention plus indicative.

21.2.4 Transports publics

La DGMR-P constate que seuls les arrêts existants ou envisagés des deux lignes régionales qui desservent la commune sont représentés. En effet, l'arrêt Pra Forney, desservi par la ligne urbaine 47 exploitée par TL, se situant sur la route des Monts-de-Lavaux ainsi que les quatre gares desservant la commune sont absents de la carte en question, alors qu'ils contribuent fortement à la bonne qualité de desserte de la commune et à ses liaisons avec Lausanne et l'est du canton.

Ainsi, la DGMR-P demande que ces arrêts figurent sur le plan. La symbologie des gares devrait être différente de celle des arrêts de lignes de bus. Une symbologie particulière devrait également différencier les interfaces de transport (Cully, Pra Grana, Grandvaux).

En outre, la DGMR-P relève qu'un nouvel arrêt est indiqué au droit du Tennis Club de Lavaux, arrêt non lié à une ligne régulière (TL ou CarPostal). Aucune indication/explication n'est donnée quant à son intégration au réseau existant.

Le débarcadère CGN fait également défaut sur la carte.

Demandes :

- Ajouter l'arrêt Pra Forney ainsi que les gares avec une symbologie ad hoc
- Identifier les interfaces de transport
- Définir les modalités d'intégration du nouvel arrêt proposé au réseau existant ou projeté
- Ajouter le débarcadère CGN

21.2.5 TP interfaces à coordonner

Trois interfaces TP sont identifiées sur le plan comme étant « à coordonner » : les gares de Villette, Cully et Grandvaux.

Si la commune souhaite, par la symbologie utilisée, identifier des interfaces multimodales en lien avec le motif du tourisme (comme suggéré par le chiffre 3.2 à côté de la légende), il est nécessaire de modifier la légende en ce sens pour plus de clarté.

Demande :

- Clarifier le statut de ces « interfaces TP »

21.2.6 P+R

Deux P+R sont indiqués sur la carte à Grandvaux et Cully. La DGMR-P souhaite rappeler la prise de position du DCIRH au sujet des conclusions de l'étude de planification régionale des parkings d'échange du district Lavaux-Oron qui admet une subvention cantonale pour les P+R de Cully, Epesses, Villette et Grandvaux.

A minima ces 4 sites devraient figurer sur le plan.

Demande :

- Indiquer à minima les 4 P+R mentionnés ci-dessus

21.2.7 Stationnement vélo

Neuf sites visant à renforcer le stationnement vélo sont recensés sur le plan. La DGMR-P souhaite rappeler que, dans sa prise de position au sujet des conclusions de l'étude de planification régionale des parkings d'échange du district Lavaux-Oron, le DCIRH a reconnu également le site de Pra Grana comme ayant un intérêt à accueillir du stationnement vélo.

Demande :

- Ajouter le site de Pra Grana

21.2.8 Stationnement :

En plus des P+R et des parkings préexistants, trois nouvelles aires de stationnement sont indiquées sur la carte. Il n'est toutefois pas précisé s'il est prévu d'augmenter l'offre globale en places de stationnement.

En page 9 du PDCom, le stationnement public et privé est également décrit comme « assez généreux ».

La DGMR-P souhaite attirer l'attention sur la cohérence à assurer entre la création de nouvelles places de stationnement et les principes de report modal énoncés dans le PDCom.

Demandes :

- Préciser le public cible de ces aires de stationnement ainsi que le régime de stationnement, le cas échéant, et justifier leur création

21.3 PRINCIPES, MESURES ET ACTIONS : NON CONFORME, À TRANSCRIRE

21.3.1 Mesures et actions en lien, remarque générale

Quatre principes directeurs sont déclinés en mesures en page 17 du PDCom.

Afin d'être mises en œuvre, ces mesures doivent être déclinées en actions. Cela n'est toutefois pas le cas pour l'ensemble des mesures, ce qui crée de ce fait un risque de non-concrétisation.

Demande :

- Décliner chaque mesure en au moins une action

21.4 PRINCIPES, MESURES ET ACTIONS : NON CONFORME, À TRANSCRIRE

21.4.1 *Mesure 1, Maîtriser le trafic individuel motorisé et améliorer la cohabitation des modes*

La mesure 1.1 propose de « hiérarchiser et compléter le réseau routier ». Toutefois, les actions proposées visent à hiérarchiser le réseau et orienter le trafic au travers de reclassements routiers et d'aménagements de carrefours. Aucune action ne vise à créer de nouveaux barreaux, donc à compléter le réseau. Il faut formuler la mesure ainsi : « hiérarchiser le réseau routier et orienter le trafic de transit ».

La mesure 1.2 vise à « coordonner les interfaces de TP et logiques de développement ». Sans action liée ni développement dans le rapport, le sens exact de cette mesure est flou et doit d'être précisé.

Nous faisons remarquer que l'action de « perfectionner les traversées de localités », relative à la mesure 1.3, est floue et mériterait d'être explicitée, par exemple en termes d'apaisement de traversée.

Demandes :

- Reformuler la mesure 1.1
- Préciser le sens de la mesure 1.2

21.5 PRINCIPES, MESURES ET ACTIONS : NON CONFORME, À TRANSCRIRE

21.5.1 *Mesure 2, Renforcer le maillage des réseaux de mobilité active*

La mesure 2.1 propose de disposer d'un maillage de mobilités actives fin et hiérarchisé. Le libellé de cette mesure ne permet toutefois pas de dire si des lacunes dans le réseau ont déjà été identifiées, à destination de quels usagers ce réseau doit être amélioré, et quels lieux il doit connecter. Par exemple, une liaison entre le secteur Les Granges/ Signal/ chemin de Crêt Mouton et le sommet du Signal de Grandvaux pourrait sembler intéressante de prime abord et devrait être confirmée.

Une première action à proposer devrait être d'identifier les itinéraires à réaliser ou sécuriser (quelles sont les liaisons manquantes, pour quel mode et quels usagers ?), si cela n'est pas déjà le cas. A noter que ce maillage devrait également être réalisé en cohérence avec la stratégie cantonale de promotion du vélo à l'horizon 2035 pour ce qui est du réseau cyclable.

La mesure 2.3, promouvoir la Mobilité active ne correspond pas au libellé directeur visant à « renforcer le maillage des réseaux de mobilité active », mais plutôt à celui de « favoriser le report modal ». Il doit donc être déplacé au point 3. Ou alors le principe directeur doit être reformulé.

« Renforcer le sentiment de sécurité des usagers en prévoyant des aménagements de qualité » est proposé comme une action. « Renforcer le sentiment de sécurité » n'est pas une action, mais une mesure permettant le report modal. En effet, le sentiment de sécurité participe à l'utilisation des modes doux. L'action qui lui est liée est de « réaliser des aménagements de qualité ».

Demande :

- Préciser la mesure 2.1 selon remarque formulée ci-dessus

Par ailleurs, nous faisons remarquer que, afin de favoriser la cohérence du dossier, il serait pertinent de déplacer la mesure 2.3 au point 3 ou, le cas échéant, reformuler le principe directeur, ainsi que de reformuler une mesure avec l'action de « renforcer le sentiment de sécurité » et de l'intégrer au point 3.

21.6 PRINCIPES, MESURES ET ACTIONS : NON CONFORME À TRANSCRIRE

21.6.1 Mesure 3 Favoriser le report modal

L'action « prioriser tout accès à la commune par les TP et la mobilité active » est une reformulation de la mesure 3.2 « étudier et planifier la mobilité touristique en priorisant tout accès à la commune par les TP et la mobilité active ». Une action pertinente dans ce domaine serait, par exemple, la diminution du stationnement en lien avec les activités touristiques, l'introduction d'une tarification en lien avec les objectifs de report modal, ou encore le renforcement de la signalétique à destination des touristes.

La mesure 3.3 vise à « optimiser et renforcer l'offre en P+R et B+R ». L'action qui en découle est la mise en œuvre d'études, entre autres concernant la capacité du stationnement. Une étude régionale de planification des P+R dans le district Lavaux-Oron a été réalisée, avec une prise de position cantonale à ce sujet. Les mesures proposées doivent être cohérentes avec cette stratégie.

Demandes :

- Modifier l'action du point 3.2
- Modifier les actions en lien avec l'offre P+R et B+R

21.7 PRINCIPES, MESURES ET ACTIONS : NON CONFORME, À TRANSCRIRE

21.7.1 Mesure 4, Réorganiser et rationaliser l'offre en stationnement

Nous faisons remarquer que l'action 4.1 est formulée de manière complexe. Une simplification de la formulation pourrait être, par exemple : « harmoniser les régimes de stationnement ». La mesure qui en découle et qui permettrait d'être conforme aux objectifs de report modal serait de « définir une politique de stationnement adaptée au contexte, aux objectifs de report modal et aux publics cibles ».

Cette nouvelle action permettrait ainsi de compléter la mesure visant à rationaliser l'emprise du stationnement par une mesure visant à rationaliser le stationnement lui-même.

Demande :

- Intégrer une action visant à conformer le stationnement aux objectifs de report modal

21.8 FICHE A : BOURG, VILLAGES ET HAMEAUX : NON CONFORME, À TRANSCRIRE

21.8.1 Mobilité : création d'un parking à proximité du village de Grandvaux

La création d'un parking à proximité du village de Grandvaux est mentionnée à la page 23 avec pour objectif de « répondre aux besoins des habitants et des visiteurs ». Comme mentionné plus haut lors du commentaire concernant le stationnement indiqué sur le plan, la DGMR-P souhaite rappeler les risques liés à la création d'un nouveau parking, si ce n'est en remplacement de places existantes.

En effet, la création de stationnement supplémentaire est en opposition avec le principe de report modal énoncé dans le PDCom. Or, il n'est mentionné nulle part que ce parking viendra remplacer du stationnement existant. En outre, le rapport 47 OAT du PACom indique que « hors événement particulier, l'offre [en stationnement] suffit au besoin et les cases libres sont nombreuses ». En page 9, le stationnement public et privé est également décrit comme « assez généreux ».

Cette réflexion est valable également pour les autres parkings mentionnés sur les plans de détail comme étant « à étendre », qui toutefois bénéficient de quelques lignes d'explication dans le rapport 47 OAT du PACom, p. 15 : « quatre secteurs méritent toutefois des améliorations concernant les places de stationnement : Moratel (en été seulement), Riex, Epesses et Chenaux ». Ces améliorations ne sont toutefois pas justifiées ni explicitées.

Demande :

- La DGMR-P demande que les principes de justification du besoin liés à ce parking soient précisés et qu'il figure sur le plan.

22. DGMR - DIVISION FINANCES ET SUPPORT – ROUTES (DGMR/FS)

Répondante : Daniela Cabiddu

T : 021 316 70 57

M : daniela.cabiddu@vd.ch

Date du préavis : 05.07.2023

22.1 PRINCIPES D'AMÉNAGEMENT : NON CONFORME, À TRANSCRIRE SELON LES DEMANDES CI-DESSOUS

22.1.1 Dimensionnement

La Division finances et support rappelle les points suivants :

- La RC 780 est un itinéraire pour les convois exceptionnels de type II. Les normes de gabarits pour le passage de ces transports doivent être respectées.
- Les RC 763 et RC 764 sont des itinéraires pour les convois exceptionnels de type IV. Les normes de gabarits pour le passage de ces transports doivent être respectées.
- La RC 773 est un itinéraire pour les convois exceptionnels de type III. Les normes de gabarits pour le passage de ces transports doivent être respectées.

22.1.2 Mobilité

Le chapitre mobilité du plan directeur (page 16 et 17 du fichier « 11052_PDCom_v14_exa_prea.pdf ») mentionne une volonté de mettre en zone 30 ou en zone de rencontre (20 km/h) plusieurs routes affectées à la circulation générale. Ces dernières doivent suivre une procédure SCLV et CCC. Ces régimes de vitesse ne peuvent être traités par cette consultation. Sur ce genre d'axes, seules des exceptions peuvent être admises dans le cas de zones 30.

Demandes :

- La DGMR demande de suivre les procédures SCLV et CCC en lien à la remarque susmentionnée relative à la volonté de mettre en zone 30 ou en zone de rencontre (20 km/h) plusieurs routes affectées à la circulation générale.
- La DGMR demande que les indications de vitesse indiquées dans le plan à la page 16 soient retirées. Les indications dans le rapport qui proposent de viser à un apaisement du trafic que ce soit par l'aménagement ou la limitation de vitesse sont suffisantes. Il en va de même pour les schémas décrits en pages 24 à 27 où la mention d'une zone de rencontre n'est pas applicable sur certains tronçons.
- Les aménagements routiers et les limitations de vitesse tiendront compte de la fonctionnalité des routes affectées à la circulation générale. Ils suivront les procédures requises.

22.1.3 Préavis de l'Office fédéral des routes (OFROU)

« Préavis positif avec conditions

Sur la base des plans et des documents figurant dans le présent dossier, nous avons examiné ce projet au sein de notre Office, notamment eu égard aux articles 23 et 24 de la loi fédérale du 8 mars 1960 sur les routes nationales (LRN ; RS 725.11) ainsi qu'à l'ordonnance du 7 novembre 2007 sur les routes nationales (ORN ; RS 725.111), et vous faisons part des conditions et des remarques suivantes :

Vu les éléments versés au dossier de cet examen préalable, nous vous informons que notre Office n'a pas de remarques particulières à formuler et émet ainsi un préavis favorable à l'établissement du Plan directeur communal PDCom.

En effet, le PDCom a pour but une harmonisation des instruments d'affectation et de traiter des mesures d'aménagement sur l'ensemble du territoire communal, son élaboration se réalisant en parallèle du Plan d'affectation communal PACom.

A ce titre, nous nous référons à la prise de position que nous avons établie sur la révision du PACom le 23.05.2023 (réf. OFROU : ASTRA-D-39B03401/1870/N09-VD-002123-1.ep), laquelle contient nos remarques et conditions eu égard à la route nationale N09 ainsi qu'aux ouvrages et infrastructures y relatives.

Une copie de la synthèse établie par l'autorité compétente devra être envoyée par e-mail (pcf1@astra.admin.ch) à l'Office fédéral des routes (OFROU), Filiale 1, Place de la Gare 7, 1470 Estavayer-le-Lac, avec l'indication des voies de recours. »

23. SPEI - OFFICE DE LA CONSOMMATION – INSPECTION DES DENRÉES ALIMENTAIRES ET DES EAUX- DISTRIBUTION DE L'EAU (SPEI-OFCD/DE)

Répondant : Christophe Schwaar

T : 021 316 43 18

M : christophe.schwaar@vd.ch

Date du préavis : 14.08.2023

N'a pas de remarque à formuler

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE (DGEO)

24. DGEO - DIRECTION ORGANISATION ET PLANIFICATION, CONSTRUCTIONS SCOLAIRES (DGEO-DOP-CS)

Répondant : Charlotte Maeder

T : 021 316 31 48

M : charlotte.maeder@vd.ch

Date du préavis : 08.06.2023

24.1 ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE - ECOLES PRIMAIRES ET SECONDAIRES : CONFORME

Conformément à l'article 4 du règlement sur les constructions scolaires primaires et secondaires (RCSPS ; BLV 400.01.3) du 29 avril 2020, les autorités (inter-)communales ont adopté un plan de développement à l'échelle des aires de recrutement des établissements concernés au sens de l'article 18 de la loi sur l'enseignement obligatoire (LEO ; BLV 400.02) du 7 juin 2011, par lequel elles planifient à moyen et à long terme les sites scolaires et les locaux et installations scolaires tels que définis à l'article 2 RCSPS.

Le rapport 47 OAT précise les besoins scolaires tels qu'indiqués dans le plan de développement et ne suscite aucune remarque de notre part.

SERVICE DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE ET DU SPORT (SEPS)

25. SEPS – EQUIPEMENTS SPORTIFS

Répondant : Olivier Swysen

T : 0213163947

M : olivier.swysen@vd.ch

Date du préavis : 29.06.2023

25.1. EQUIPEMENTS SPORTIFS - CONFORME

Le SEPS se rallie au préavis de la DGEO/DOP.

Le sport est directement lié à l'activité scolaire, de fait, les infrastructures sportives sont indissociables des infrastructures scolaires.

A cela s'ajoute le fait que les infrastructures sportives sont également indispensables pour le sport associatif, le SEPS remercie les autorités de Bourg-en-Lavaux de veiller à répondre aux besoins en la matière.

SERVICE DE LA SÉCURITÉ CIVILE ET MILITAIRE (SSCM)

26. SSCM - PROTECTION CIVILE (SSCM-PCI)

Répondante : Pamela Nunez

T : 021 316 51 36

M : pamela.nunez@vd.ch

Date du préavis : 06.07.23

26.1 PROTECTION DE L'HOMME ET DE L'ENVIRONNEMENT : CONFORME

26.1.1 Places protégées à prévoir pour la population

En cas de construction d'habitations, hôpital ou EMS, obligation de construire selon l'article 70 lettre 1a de l'OPCi, le nombre de places protégées à réaliser sera déterminé lors de la dépose du permis de construire.

En cas de demande de dispense, des contributions de remplacement devront être versées.